

Loïc Hervouet

L'utile militant

Sous sa mèche qui a viré au blanc avec le temps, Loïc Hervouet a une idée fixe: être utile en évitant toujours de porter préjudice. Le journalisme lui paraît très vite une façon d'y arriver. Diplômé de l'ESJ de Lille à 21 ans, il prend en charge en 1968 le secteur social au bureau de Caen de *Ouest-France*. Il y couvre pendant 4 ans une actualité chargée. « *Confronté aux relations avec les syndicats confédérés, les pouvoirs publics et le patronat dans des conflits extrêmement durs, raconte-t-il. J'ai vite compris qu'une adhésion à un syndicat confédéré aurait été périlleuse car m'aurait "marqué" dans un camp ou l'autre, dans le contexte d'une rivalité parfois violente entre organisations syndicales confédérées. Je l'aurais vécu comme un conflit d'intérêt indépassable. J'ai donc très vite choisi le SNJ en 1968* ».

De Ouest-France au CFPJ

Il est porté à la tête de la section *Ouest-France* et mène une grève qui conduit à la titularisation d'une quarantaine d'employés de rédaction et de correspondants à temps plein. Il sera 3 ans membre du BN, soutenant Denis Périer-Daville dans les débats enflammés du congrès de Toulouse en 1972, d'où il revient avec un titre de secrétaire général. Les désaccords et les polémiques étaient alors

le quotidien du SNJ, mais il souligne que « *humainement chacun de ces militants était un trésor d'engagement et de convictions.* »

Les choses se gâtent pour lui à *Ouest-France* quand il refuse d'échanger son mandat syndical contre un poste prestigieux.

S'en suit une première expérience d'enseignement au CFPJ, où il prend le temps de rédiger un petit guide — Écrire pour son lecteur — qui a longtemps été une bible pour journaliste débutant. Puis une longue carrière de rédacteur en chef et de direction dans la PQR, à *La Charente Libre*, au groupe Sud-Ouest, au groupe Centre-Pressé l'éloigne du SNJ.

Sans rien renier, car, dit-il, « *il n'y a pas de honte à diriger, lorsqu'on le fait pour accomplir sa mission de journaliste au mieux, dans le respect du métier et des hommes.* » Loïc Hervouet illustre ensuite cette conviction à l'ESJ de Lille dont il est le directeur de 1998 à 2005, puis comme médiateur de RFI, et depuis plus de 10 ans au sein d'associations, d'ONG et lors de missions de coopération où il défend, enseigne et promeut sans relâche l'éthique du journalisme.

P. G.



Collection SNJ

Rémy Le Goff

La grève morale



Collection SNJ

L'histoire commence par un coup de force. En 1965, à la surprise générale, François-Régis Hutin prend la suite de son père à la tête de *Ouest-France* qui semblait promise à son oncle. Crise directoriale, crise familiale qui se termine devant les tribunaux... Face à un tel flottement et le malaise grandissant chez les salariés, une société des rédacteurs est créée, avec comme président Rémy Le Goff, grand reporter du quotidien.

Afin de faire entendre sa voix, cette société réclame une participation dans *Ouest-France* lui permettant de siéger au sein des instances dirigeantes de l'entreprise. Le nouveau gérant refuse.

Un sociétaire propose de leur céder une de ses parts? L'assemblée des porteurs refuse également en ce samedi de décembre 1966. Dans la foulée, les journalistes se mettent en grève. Un mouvement, mené par Rémy Le Goff et le secrétaire de la section SNJ

André MauSSION, massivement voté un mois auparavant et suivi. « *Conflit peu ordinaire. Il ne met pas en jeu d'intérêts matériels, mais strictement la reconnaissance d'un droit moral. [...] Cette grève exprime enfin la volonté d'émancipation d'une catégorie de travailleurs intellectuels qui, se sentant majeurs et liés étroitement à la vie de leur maison, ne veulent plus être tenus à l'écart des responsabilités* », écrit alors *Le Monde*.

Le SNJ ne dit pas autre chose de cette première. « *Félicitons-nous de l'affolement des milieux patronaux qui est — c'est bien connu — proportionnel à l'efficacité des salariés. En entamant la constitution de sociétés de rédacteurs de toutes les formes capitalistes légales, les rédactions se placent sur le même terrain que leurs employeurs. Aujourd'hui, on quitte la démocratie dirigée pour la démocratie dirigeante* », peut-on lire dans *Le Journaliste*.

Rémy Le Goff va ensuite participer l'année suivante à la création de la Fédération française des sociétés de journalistes, avec Jean Schwœbel, du *Monde*, et Denis Perier-Daville, du *Figaro*. Il quitte *Ouest-France* pour rejoindre la Nouvelle-Calédonie en 1968 où il deviendra notamment administrateur général de *La France australe* puis rédacteur en chef des *Nouvelles calédoniennes*. Il est mort en 2014 à 85 ans.

A. B.